

UNE EXPÉRIENCE DE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

À L'ULB



SSA ETUDIANTE
BRUXELLES



Table des matières

Pourquoi une expérience de SSA avec les étudiant·es bruxellois·es ?

1. Petit mot sur l'ASBL As Bean.....	2
2. La précarité alimentaire chez les étudiant·es.....	2
3. La SSA comme levier structurel.....	3
4. Une expérience de SSA sur l'ULB.....	4

Une année de construction

1. Comment organiser la construction du projet ?.....	5
2. Quelle question centrale pour le projet ?.....	5
3. Un réseau d'acteurs.....	6
4. Recrutement et sélection.....	9

Une année d'expérience

1. Déroulé du cycle d'ateliers.....	11
2. Retours sur le dispositif de paiement.....	14

Nos observations

1. Les participant·es au projet.....	15
2. Définir des critères : place à la subjectivité	15
3. Choisir : la reproduction de violences systémiques	16
4. Un réseau étendu mais une consommation concentrée.....	18
5. Politiser les vécus et faire ensemble : la nécessité de l'éducation permanente	20

Nos apprentissages

1. Sur la construction d'un projet de SSA.....	21
2. Sur la lutte pour changer les systèmes alimentaires.....	21



Pourquoi une expérience de SSA avec les étudiant·es bruxellois·es ?

1. Petit mot sur l'ASBL As Bean

As Bean, c'est une association créée en 2019 par un cuisinier et des étudiant·es de l'ULB sortant d'agro. Au départ, iels questionnent la prédominance de l'agro-industrie sur le campus et veulent proposer une offre alimentaire qui permette aux étudiant·es de soutenir des filières plus justes, agroécologiques, locales et paysannes. Leur but est aussi de créer des espaces pour apprendre sur ces sujets et se mobiliser entre étudiant·es.

Aujourd'hui, As Bean c'est :

- une cantine, la **Turbean**, qui fournit des plats du jour, boissons, cafés, ... issus de filières paysannes, agroécologiques et locales, à prix abordables
- des activités pour apprendre, échanger, se mobiliser sur les enjeux des systèmes alimentaires
- d'autres projets pour continuer à lutter sur ces thématiques.

↗ comme la SSA étudiante !



2. La précarité alimentaire chez les étudiant·es



En Belgique francophone, on estime qu'un·e étudiant·e sur trois est "précaire", c'est-à-dire régulièrement confronté·e à des soucis d'ordre financier et devant bénéficier de l'aide sociale.¹

Cette précarité se traduit en termes alimentaires. Selon l'Observatoire de la Vie Étudiante, à l'ULB, 28 % des étudiant·es sont en situation d'insécurité alimentaire². leur capacité d'acquérir des aliments favorables à leur santé et en adéquation avec leurs préférences alimentaires est limitée, voire incertaine.

1 Les précarités étudiantes. Le Forum Bruxelles contre les inégalités, 2021

2 Habitudes alimentaires et pratiques d'activité physique des étudiant·es. Résultats de l'Enquête ULB 2022, Juliette Paume pour l'Observatoire de la Vie Étudiante, 2024

3. La SSA comme levier structurel

En Belgique, 600 000 personnes recourent à l'aide alimentaire.³ De l'autre côté de la chaîne, la situation des agriculteur·rices n'est pas moins alarmante, en témoignait l'intensité des mobilisations agricoles de 2024. **Le système alimentaire est verrouillé par une concentration du pouvoir et des richesses, où un petit nombre d'entreprises agroindustrielles détiennent le monopole des filières alimentaires alors que les producteur·rices et mangeur·euses n'ont plus aucune emprise sur ce qu'on produit, mange et à quel prix.**



Depuis nos débuts, nous sommes conscient·es que notre cantine est une niche isolée et que les systèmes alimentaires sont verrouillés à des niveaux économiques et politiques. Pour garantir le droit universel à une alimentation choisie et de qualité, et permettre l'émergence des filières agroécologiques, des leviers structurels sont nécessaires. C'est pour cela que la Sécurité Sociale de l'Alimentation a retenu toute notre attention, dans sa **visée de démocratie alimentaire, de reprise de pouvoir par les citoyen·nes, de création de droit et de sortie de l'alimentation de la logique de marché.**

En intégrant les collectifs qui travaillent sur la SSA, nous avons compris que l'enjeu était d'expérimenter et de documenter. Peu d'expériences avaient déjà été menées en Belgique. En France les expériences se multipliaient, dont certaines sur des campus universitaires. Étant implantés sur le campus de l'ULB depuis plusieurs années, nous nous sommes décidée·es à construire un projet de SSA étudiante à Bruxelles.



³ L'aide alimentaire en Belgique. Concertation Aide Alimentaire : <https://www.fdss.be/fr/concertation-aide-alimentaire/laide-alimentaire-en-belgique/>

3. Une expérience de SSA sur l'ULB

> S'adapter aux spécificités du public étudiant

En prenant en compte les spécificités du public étudiant, il nous a semblé dès le départ peu réaliste d'imaginer une caisse pérenne sur plusieurs années. Le public étudiant est éphémère, mobile et dépend du calendrier académique. De plus, il nous semblait compliqué de demander des cotisations alors que le travail étudiant est pour beaucoup d'entre eux lié à de la survie. Le plus réaliste semblait de **construire une expérience "one shot" durant une année académique, de septembre à juin.**

> Un partenariat avec un centre de recherche

Comme nous n'allions pas tester le volet cotisations, nous avons concentré notre attention sur **l'étude du conventionnement démocratique**. Nous voulions être accompagné·es par un centre de recherche et avons pour cela contacté le CEESE (Centre d'Études Économiques et Sociales de l'Environnement). Deux chercheuses se sont montrées intéressées de mener une recherche sur le projet : Marine Spor suivrait l'impact sur les pratiques alimentaires et Sandrine Meyer ferait un suivi de la gouvernance.



> La recherche de financements

Nous avons alors construit un dossier et postulé à l'appel à projets "associations en transition" de GoodFood (Bruxelles Environnement) et la COCOF (Commission communautaire française). Un montant de 75 000€ était disponible, ce qui nous permettrait d'allouer 100€ à 70 étudiant·es de septembre à juin (dix mois), et de garder 5000€ pour les frais annexes. En parallèle, la Fondation 4Wings s'est montrée intéressée de financer la RH du projet et nous avons postulé pour deux 4/5ème en coordination sur deux ans et demi (200 000€) ainsi que pour le projet de recherche (100 000€). Nous avons eu l'immense chance de pouvoir mobiliser un tel budget.

Grâce à leur confiance, le projet pouvait être lancé !



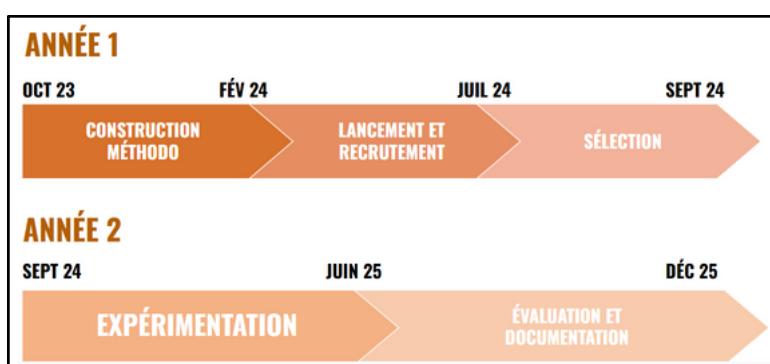
Une année de construction

1. Comment organiser la construction du projet ?

Avant toute chose, nous nous sommes renseigné·es sur les autres projets et réflexions autour de la SSA pour établir un plan d'action. Nous avons échangé avec des projets en France, assisté à un week-end du collectif français à Montreuil et pris le temps lire la littérature sur la SSA mais aussi pris contact avec l'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE) qui étudie la population étudiante de l'ULB.

Nous avons choisi de solliciter le moins possible les participant·es lors de la construction du projet, pour ne pas demander de travail bénévole et défavoriser la participation des étudiant·es précarisé·es. Ce choix nous a conduits à concevoir le dispositif non pas avec un comité étudiant, mais avec des acteurs-relais experts (représentant·es étudiant·es, précarité, animation, luttes paysannes, etc.).

Dès novembre, plusieurs partenaires ont été mobilisés pour co-construire le dispositif.



Néanmoins, avant de les mobiliser, il a d'abord fallu clarifier notre question de recherche et définir le cœur du projet.

2. Quelle question centrale pour le projet ?

Nous sommes parti·es du principe que le projet était trop petit en termes de montant et surtout trop court (un an) pour avoir un impact significatif sur l'offre. Autrement dit, nous avons anticipé que les commerces n'allaient pas véritablement modifier leurs achalandages ou leurs fournisseurs pour entrer dans le conventionnement.

Dès lors, nous avons décidé de mettre le focus sur les espaces de démocratie alimentaire : la manière dont les décisions sont prises et si elles modifient les pratiques. Nous avons cadré la réflexion sous la forme d'une problématique :

Notre dispositif⁴ de SSA Étudiante permet-il de lever des freins à l'accès à une alimentation choisie et de qualité ?

A partir de cette question, encore faut-il définir ces freins d'accès. C'est notamment pour cette raison que nous avons commencé à nous entourer d'acteurs-relais.

⁴ Nous parlons ici de notre dispositif et pas de la SSA en général parce que nous ne testons pas le pilier de cotisations et que le projet fonctionne sous la forme d'une expérience "conventionnement - allocation".

3. Un réseau d'acteurs

Dès novembre 2023, nous avons organisé des réunions pour répondre à quatre questions centrales : quelles sont nos hypothèses de recherche ? Comment sélectionner les profils d'étudiant·es à intégrer au projet ? Quel type de conventionnement (produit ou commerces) mettre en place ? Quelle monnaie utiliser ?

> Quelles hypothèses ? Quel panel ? (novembre 2023)

Nous avons premièrement mis en discussion **les potentiels freins à l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour les étudiant·es**. Pour y répondre, nous avons convié des acteurs de la précarité étudiante et de l'éducation permanente : le Forum, la FdSS, Rencontre des Continents (RdC), le Service Social Étudiant (SSE), l'OVE et le Bureau des Étudiant·es Administrateur·trices (BEA). Nous avons retenu trois éléments principaux qui nous ont permis de dégager trois hypothèses de travail :

→ **Frein financier**

Hypothèse 1 : la SSA, via la distribution de monnaie alimentaire, réduit la précarité alimentaire.

→ **Frein culturel et symbolique**

Hypothèse 2 : la SSA, via le conventionnement démocratique, permet d'allier pratiques alimentaires 'durables' et alimentation choisie.

→ **Frein géographique**

Hypothèse 3 : la SSA, via le conventionnement démocratique, met en lumière la différence entre les pratiques alimentaires souhaitées et l'offre disponible dans certaines zones de Bruxelles.

L'objet de ce projet est donc de voir si le dispositif de SSA permet d'atténuer voire supprimer ces freins à l'accès d'une alimentation choisie et de qualité.

Grâce à ce travail, nous avons pu définir **les critères sous lesquels sélectionner les participant·es : le cumul de privations, le montant du minerval (deux indicateurs de la précarité étudiante)** et le lieu d'habitation. Des critères d'exclusion ont également été retenus : ne pas vivre chez ses parents, vivre à Bruxelles, pas de BA1 ni doctorant·e, etc.

> Quel conventionnement ? Quelle monnaie ? (novembre 2023)

Ces deux interrogations par lesquelles passent toutes les caisses structurent véritablement le projet. Pour discuter ces choix et leurs implications, nous avons organisé un atelier en invitant des acteurs du droit à l'alimentation (FdSS, ASEB, FIAN, RdC), des acteurs institutionnels (SSE, Goodfood), des acteurs étudiant·es (BEA, ACE, FEF), des filières (5C, VRAC, FUGEA, BEES, ZINNE, la Ferme du Chaudron) et analytiques (OVE, Accurate).

Au niveau du conventionnement, il est sorti de cette discussion que conventionner des produits semblait irréaliste étant donné la quantité de travail nécessaire. **Nous avons décidé de conventionner des points de vente.**

En ce qui concerne la monnaie utilisée, plusieurs propositions étaient à analyser : l'euro, la Zinne (monnaie locale bruxelloise), des chèques-repas ou une monnaie spécifique au projet. Il est sorti que les chèques-repas étaient à exclure parce qu'ils nous liaient à une entreprise, l'euro rendait difficile le suivi des dépenses dans les commerces du réseau, la Zinne ne pouvait laisser la caisse décider de son côté de ce qu'elle ajoutait (doit passer par la charte propre de la Zinne). **À priori, la solution qui permettait la plus grande autonomie et souveraineté sur les choix était donc de développer une monnaie propre au projet.**

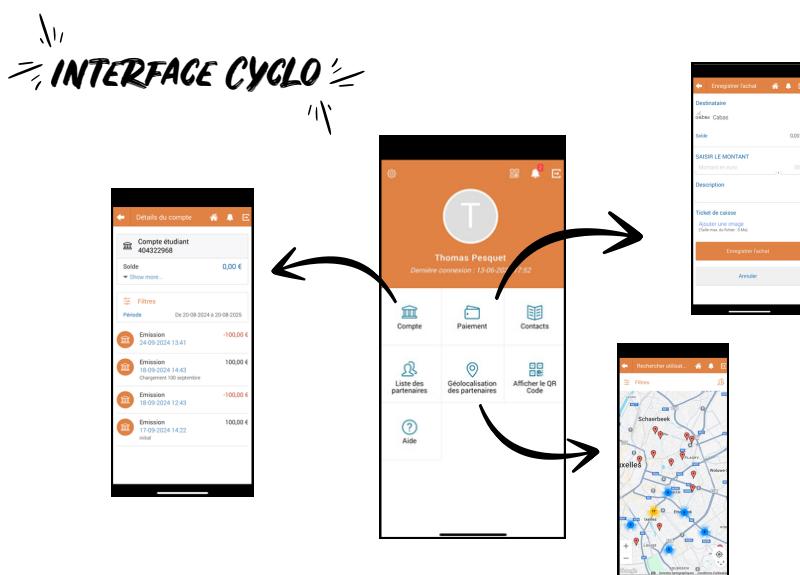
> Développement de l'outil Cyclo (janvier 2024 - juin 2024)

Nous avons donc contacté Financité, qui dispose d'une expertise dans le développement de monnaie locale, pour développer la monnaie du projet.

Mais après discussion avec un responsable de magasin - qui nous a expliqué que l'ajout d'un moyen de paiement (même uniquement virtuel) nécessite de modifier le système de caisse, complexifie la comptabilité et demande de former les caissier·ères - il nous a semblé clair que peu de magasins adopteraient notre monnaie, surtout pour de si petits montants et seulement un an. **Pour notre expérience, il semblait finalement plus réaliste d'utiliser l'euro.** Financité a pu modifier l'outil et en faire non pas une monnaie complémentaire, mais **une application de suivi des achats, nommée Cyclo.**

Le fonctionnement est assez simple : les étudiant·es reçoivent l'argent en euros sur leur compte et nous rechargeons leur porte-feuille virtuel de 100€ sur Cyclo. Pour faire leurs courses, ils paient les commerçant·es en euros mais enregistrent leurs dépenses sur Cyclo en faisant une photo de leur ticket (nous n'avons besoin que du montant total et du nom du magasin comme informations visibles). De notre côté, nous pouvons ajouter les magasins sur l'application dès qu'ils ont été ajouté au réseau.

Chaque étudiant·e peut télécharger l'application Cyclo sur lequel il a compte personnel qui lui donne accès à son porte-feuille virtuel, à la localisation des magasins du réseau sur une carte et lui permet enregistrer ses dépenses.

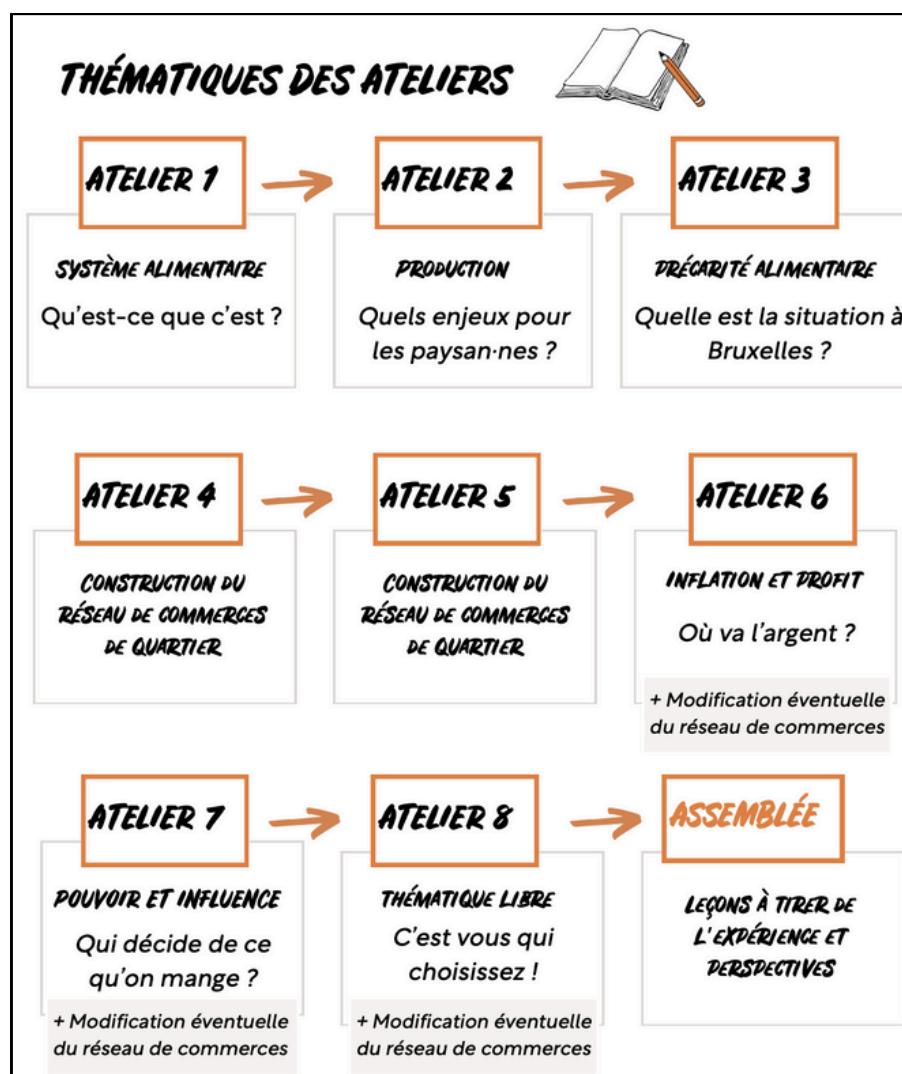


> Un comité d'animation

Pour le cycle d'ateliers, nous voulions mettre au centre les perspectives situées des participant·es tout en leur donnant des outils pour comprendre certains mécanismes des systèmes alimentaires. Nous nous sommes tourné·es vers des outils de l'Éducation Permanente (EP) et entouré·es d'acteurs familiers avec cette approche : Quinoa, RdC, FdSS, le Forum et la BEES coop. Nous avons constitué avec ces acteurs un comité d'animation, qui nous a permis d'avoir des retours sur la construction des ateliers, un suivi durant l'année et la prise en charge de certains ateliers.

Notre cycle d'ateliers se déroulait en trois phases :

- une phase introductory au fonctionnement et à l'impact des systèmes alimentaires, répartie sur trois ateliers exclusivement dédiés à de l'EP
- une phase de conventionnement, répartie sur deux ateliers, pour construire un réseau de commerces par quartier
- une phase mixte de trois ateliers, avec d'un côté de l'information additionnelle, et de l'autre, la possibilité d'ajuster le conventionnement au fur et à mesure
- la clôture du projet avec une Assemblée étudiante d'une journée entière.



NB : le fil rouge de chaque atelier ainsi que les outils d'animation utilisés seront mis en ligne sur notre site internet : asbean.be/ssa-etudiante

Constraint·es par le calendrier académique, nous avons organisé les ateliers en dehors des périodes de blocus et examens, de 18h à 21h à la Turbean (cantine gérée par As Bean). La fréquence des ateliers a été plus dense en début d'expérience (un atelier par semaine), pour que le conventionnement arrive au plus tôt et permette aux étudiant·es de construire leur propre réseau de commerces. Nous avons également divisé le groupe de 70 et deux sous-groupes de 35. Nous animions chaque atelier deux fois.

> Un réseau de commerces initial (mai 2024)

Pour que les étudiant·es puissent dépenser leur argent dès le début du projet, il a été nécessaire de définir un réseau de commerces initial. Pour ce faire, nous avons organisé un atelier (rémunéré) avec des étudiant·es, à l'issue d'une réunion d'information sur le projet. L'idée était de dégager les priorités pour les étudiant·es afin de définir quelques commerces, un par quartier. À l'issue de l'atelier, la priorité semblait d'avoir **un réseau de "one-stop-shops"** (commerces généralistes).

En amont, nous avions décidé de ne pas inclure les acteurs dominants de la grande distribution belge dans le réseau initial. En croisant ces critères, nous avons finalement inclus **5 magasins de l'enseigne The Barn et les épiceries coopératives Cabas, wAndercoop, la BEES coop**. Dès septembre, les participant·es ont donc pu aller faire leurs courses dans ces enseignes, mais elles ont été remises en question et pouvaient être éliminées dès le second atelier dédié au conventionnement.

4. Recrutement et sélection (mars-septembre 2024)

Pour le recrutement des participant·es, nous avons construit un questionnaire avec le CEESE et l'OVE qui a fait double emploi : questionnaire d'entrée de la recherche sur les pratiques alimentaires et moyen de récupérer les informations nécessaires pour sélectionner les participant·es (privations, minerval et lieu d'habitation).

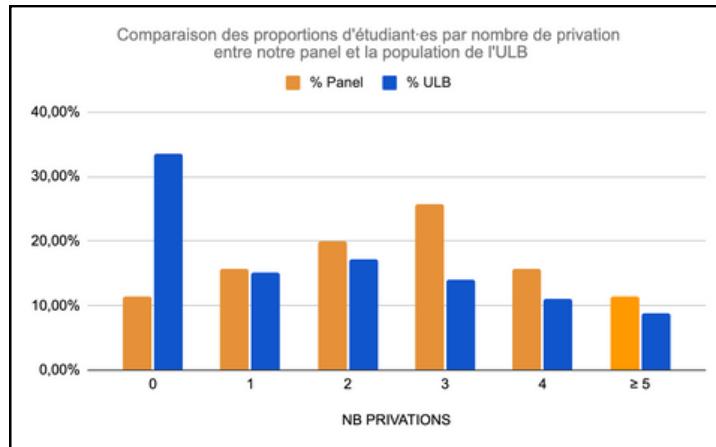
Nous avons publié le questionnaire via des campagnes de flyering et d'affichage sur le campus du Solbosch, sur nos réseaux sociaux, mais aussi dans une enquête envoyée à tous·tes les étudiant·es de l'ULB via l'OVE.



> Groupe des participant·es (septembre 2024)

Nous avons reçu en tout plus de 500 candidatures au projet. La sélection s'est faite sous les critères du cumul des privations, de réductions de minerval et de la zone d'habitation. L'objectif étant en priorité d'avoir plus de 40% des participant·es qui vivent au moins 3 privations et de pouvoir constituer des groupes de quartier de manière à tester notre hypothèse géographique.

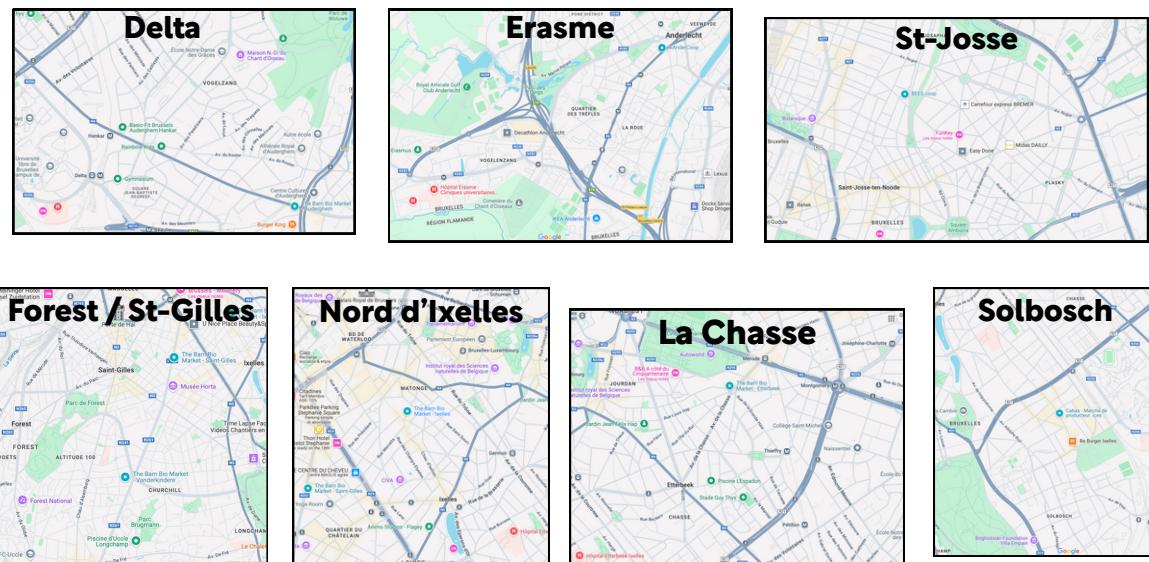
Finalement, concernant les privations, nous sommes arrivés à la composition du groupe suivante :



Concernant les réductions de minerval, le pourcentage de personnes bénéficiant d'une réduction est de 18,5% dans le groupe pour 21,6% à l'ULB.

Nous avons donc un groupe qui est relativement plus précarisé que la population de l'ULB sans pour autant faire un focus exclusivement sur ces catégories sociales.

D'un point de vue géographique, nous avons sélectionné sept quartiers regroupant chacun environ 10 étudiant·es :



Une année d'expérience

1. Déroulé du cycle d'ateliers

> Ateliers d'introduction

Dès septembre, les ateliers ont débuté pour les étudiant·es. Les trois premiers ateliers ont permis d'avoir une vue d'ensemble des enjeux imbriqués dans la SSA : comprendre la structure globale des systèmes alimentaires, appréhender les réalités paysannes et décortiquer la précarité alimentaire.

Lors de ces ateliers et tout au long du cycle, nous avons fait varier les formats (présentations, témoignages, discussions, débats mouvants, jeux, documentaires, partages d'expériences) ainsi que les intervenant·es (associations, agriculteur·rices, syndicats agricoles, acteurs sociaux de terrain, etc).



> Ateliers de conventionnement

Les ateliers 4 et 5 étaient exclusivement dédiés au conventionnement. Les étudiant·es se sont regroupés par quartier et ont déblayé l'offre de commerces existante pour comprendre leurs possibilités. Ensuite, iels ont construit collectivement une grille de critères permettant de sélectionner les commerces pour l'expérience.

La construction de cette grille a nécessité une série d'étapes : discussion exploratoire des critères importants pour chacun·e, tri des critères par catégorie, choix de trois critères prioritaires pour chaque catégorie, construction de trois niveaux par critère (mauvais, moyen, bon), et finalement définition d'une méthode d'évaluation (à partir de quel score un commerce est-il sélectionné ? y a-t-il des critères indispensables ? etc.)

Chaque groupe était accompagné par un·e animateur·rice qui modérait les discussions (tours de paroles, travail en sous-groupe, temps individuels et restitutions collectives, débats en pop-corn, etc.) et prises de décision (veto, vote à majorité, etc).



EXEMPLE DE GRILLE - GROUPE DELTA

CATÉGORIE	CRITÈRE	0	1	2
ACCESIBILITÉ	PRIX	huile d'olive > 20€ /L	huile d'olive entre 10€ et 20€ /L	huile d'olive < 10€ /L
	DIVERSITÉ DE LA CLIENTÈLE	uniformité des profils	un peu diversifié	très diversifié
	DIVERSITÉ DES PRODUITS	peu de diversité	moyennement diversifié	très diversifié
RESPONSABILITÉ	ENVIRONNEMENT	agriculture de masse	effort eco. mais limité	effort eco. max
	LOCAL	produit loin alors qu'offre plus proche	produit de l'UE → transports ?	proximité, alentours Belgique
	QUALITÉ	produits très transformés + surgelés	produits frais mais pas forcément sains	produits non transformés, non surgelés
ASPECT SOCIAL	ÉQUITABLE	valeur très mal redistribuée → commerce prend la plus grosse part	valeur mieux redistribuée → mais le commerce fixe toujours les prix	valeur équitablement répartie → les prix sont fixés par les producteurs
	CONDITIONS DE TRAVAIL	très hiérarchique et salaires fixés au minimum	efforts sur les conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> - charte éthique - bonheur et santé des travailleurs - salaires pas au minimum
	INTENTIONS	recherche du profit sans modèle alternatif	recherche du profit dans un modèle alternatif	modèle alternatif

Finalement, les étudiant·es ont pu proposer des commerces pour l'expérience et les évaluer sur base de leur grille. N'ayant pas la possibilité d'aller évaluer chaque commerce sur place, cette évaluation s'est faite par les participant·es sur base des informations disponibles et selon leur subjectivité. Étant sur un cas d'expérience et non de caisse pérenne, cette subjectivité n'était pas un problème : ce qui nous intéressait était surtout de voir quels critères seraient mis en avant et comment les commerces seraient évalués par les étudiants.

> Derniers ateliers et Assemblée de clotûre

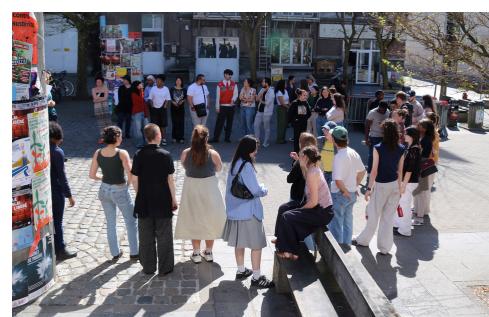


Les ateliers qui ont suivi se déroulaient en deux parties : **une première partie d'apprentissage et d'échange et une seconde partie en groupe de quartier.**

De novembre à mars, nous avons exploré les liens entre l'alimentation et le système capitaliste, discuté d'inflation, de profit et de pouvoir, et cuisiné collectivement, à nouveau accompagnés par une série d'associations.

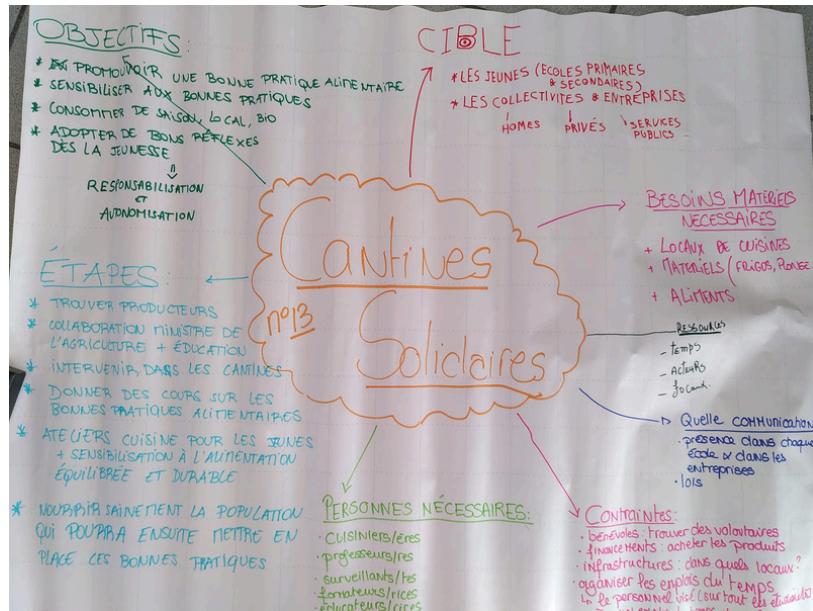
Les moments en quartier permettaient des rectifications éventuelles de la grille de critères et des nouvelles propositions de commerces au fur et à mesure de l'expérience. Ces moments se déroulaient en autogestion : les groupes étaient autonomes sur les modalités de discussions et de prises de décisions.

Et puis est déjà arrivée l'Assemblée de clotûre mi-avril. **L'occasion de faire le bilan, de débattre sur les stratégies de lutte et d'imaginer des actions pour faire suite à cette expérience de SSA étudiante.** Plein d'idées ont émergé : coopérative étudiante, lutte commune avec les travailleur·euses de la grande distribution,



cantines solidaires, potagers scolaires, fermes urbaines, fédération d'associations agricoles, plateforme de mise en lien, campagne contre l'agro-alimentaire, cours sur l'alimentation à intégrer dans le cursus (cuisine, alimentation et capitalisme, jardinage, etc.), nouvelle législation contre le gaspillage, actions "boules puantes", stickers et mois de boycott dans les supermarchés, ...

Une belle journée de clotûre pour toute l'équipe ❤



> Retours des étudiant·es sur les ateliers

Les retours des étudiant·es étaient pour la plupart très positifs. Iels ont trouvé que les ateliers étaient variés (thèmes et formats), interactifs, très instructifs, avec beaucoup de ressources, et bien répartis sur l'année. Iels nous ont transmis avoir eu de chouettes rencontres, lié avec des personnes inspirantes. Le processus collectif a aussi été relevé comme un point fort, "trop chouette de rencontrer nos voisin·es de quartier". L'atelier cuisine a été particulièrement apprécié, et le fait d'avoir des en-cas à chaque fois aussi.

Dans les points à améliorer, les étudiant·es ont transmis que 3h était un peu long, qu'il y avait eu trop de moments en quartier et pas assez inter-quartiers, que ça manquait d'une discussion whatsapp, qu'iels auraient aimé un focus sur l'alimentation étudiante et qu'iels auraient aimé discuter avec des politicien·nes.

> Nos retours sur les ateliers

Nous sommes globalement assez satisfait·es du cycle d'atelier tel qu'il a été construit et des retours que nous avons reçus des étudiant·es et des acteurs partenaires. À refaire, nous ferions probablement pareil, à l'exception que nous ajouterions plus de moments informels.

Quelques points sur lesquels nous voudrions appuyer, parmi eux le bénéfice de faire des petits sous-groupes différents en composition et en taille, et différents moyens

d'expressions pour les participant·es (discussions guidées, post-its, tour de paroles, etc.). Une attention portée à la prise de pouvoir symbolique dans les discussions nous semble nécessaire, même si on peut pas l'éviter.

Il nous a semblé aussi particulièrement important de partir des vécus (ceux des participant·es, mais aussi les témoignages d'intervenant·es) pour incarner les discussions théoriques et pour que chacun·e puisse prendre part à la discussion par le partage d'expérience. S'accompagner tout du long par des acteurs de l'éducation permanente a été indispensable et très enrichissant pour nous.



2. Retours sur le dispositif de paiement

> Retours des étudiants

Dans les points positifs, les étudiant·es nous ont transmis que l'application Cyclos était très pratique et intuitive, facile d'utilisation. La carte des commerces disponible sur l'application leur a été utile aussi.

Au niveau des difficultés d'utilisation, l'application étant basée sur l'encodage de tickets, il pouvait être compliqué d'encoder des achats au sein de commerces ne proposant pas de tickets standards (stands de marchés par exemple).

Une autre difficulté était le fait que les étudiant·es recevaient les 100€ directement sur leur compte en banque et se mélangeaient à leur argent personnel, ce qui a pu générer du stress au niveau de la gestion du budget, en particulier pour les étudiant·es plus précaires mis sous pression avec des dépenses prioritaires (loyers, charges, etc.). De plus, "comme c'est sur notre compte, on a plus l'impression de payer nous-même". Un compte séparé (via une monnaie complémentaire) aurait permis d'éviter ces difficultés. Finalement, les étudiant·es auraient aimé avoir la possibilité d'aller en négatif sur leur compte cyclos les jours précédent la recharge, pour faciliter l'encodage.

> Nos retours

Pour notre expérience d'un an et focalisée sur le conventionnement, le dispositif nous a semblé à posteriori pertinent. L'utilisation de l'euro a permis d'inclure tous les commerces désirés, sans démarchage nécessaire et sans les blocages liés à l'utilisation d'une monnaie complémentaire. Le travail de suivi de l'encodage des tickets était assez systématique et peu chronophage (une matinée tous les deux mois).

Finalement, l'application a été un super outil de suivi : nous avons par exemple pu extraire les dépenses totales réalisées dans chaque commerce, le top 10 des commerces, etc.

Nos observations

Cette partie se focalise sur des observations que nous avons pu faire lors des ateliers, ou du traitement des données de Cyclo. Ce sont donc des informations qui ne sont pas mesurées ni soutenues par une méthodologie scientifique mais qui nous semblent importantes à relever. Elles sont à mettre en regard avec les résultats de la recherche menée par le CEESE sur la gouvernance et les pratiques.

POUR AVOIR ACCÈS AUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE, C'EST ICI



asbean.be/ssa-estudiante

1. Les participant·es au projet



Le public était très différent de celui qui participe habituellement aux événements de notre association. Il semble que la communication utilisée lors du recrutement et les modalités d'inscription aient favorisé la participation de personnes en situation précaire. C'était d'ailleurs l'un de nos objectifs, en considérant cette démarche comme une expérience rémunérée. Nous souhaitions éviter de créer une forme de démocratie participative limitée à des groupes homogènes et socialement privilégiés.

2. Définir des critères : place à la subjectivité



Lors de la construction des grilles d'évaluation des commerces, plusieurs grandes lignes se retrouvent dans l'ensemble des propositions. Les critères portent sur l'accessibilité (prix, diversité des produits, horaires, accessibilité physique), sur le type de structure et ses intentions (logique d'expansion, conditions de travail, recherche de profit), ainsi que sur les filières d'approvisionnement et leur impact environnemental (qualité des produits, production locale, agriculture biologique).

L'exclusion des grandes chaînes de magasins a fait consensus dès que cela était possible. Plus largement, les petites structures inspiraient davantage confiance aux participant·es quant aux intentions du commerce, suggérant qu'une échelle plus humaine et locale est perçue comme plus éthique et responsable. Même le groupe Erasme, qui a inclus des supermarchés dans son réseau, a adopté un critère d'exclusion des grandes chaînes, ce qui a conduit à écarter certains commerces pourtant positionnés sur le segment bio (comme Färm).

Cependant, le dispositif initial a montré ses limites. Il était difficile de définir des critères réellement pertinents à l'échelle d'un point de vente, de les traduire en indicateurs mesurables et de créer une échelle de notation cohérente — notamment pour les critères liés au travail (conditions, rémunération) et aux filières (bio, local, qualité des produits).



Deux stratégies principales ont alors été utilisées :

- des critères non quantifiables : tels que « beaucoup de marques de multinationales », « le producteur gagne décemment sa vie » ou « majorité de produits bio » ;
- des critères stricts mais difficilement vérifiables, comme « écart de salaire inférieur à 1 000 € entre employé·e et patron ».

Dans la pratique, c'est la première approche qui a prédominé. La subjectivité a donc influencé les évaluations : les scores reposaient souvent sur les perceptions individuelles ou sur l'image renvoyée par les enseignes. **Le marketing des magasins, qui valorise une identité "éthique" ou "locale", a renforcé ce biais, favorisant les acteurs déjà bien positionnés sur le marché, sans réelle vérification de leurs pratiques internes**

Si nous savions que notre dispositif serait plutôt calqué sur la subjectivité que sur des données objectives, de par la difficulté d'obtenir ces données, il a été intéressant d'en observer les implications et stratégies développées.

L'évaluation des commerces spécialisés a aussi donné du fil à retordre à nos participant·es, car iels avaient construit les grilles sur le modèle supermarché - ce qui est intéressant à constater en soi.



La difficulté à avoir accès à l'information et à la quantifier s'est aussi prise dans une autre tension : le temps nécessaire à la recherche d'information et aux discussions, et le besoin d'aboutir à des décisions dans le temps imparti. Le besoin de "gagner du temps" peut pousser à des méthodes rapides et simplistes de prises de décision (comme un vote à majorité stricte) qui tendent à marginaliser les personnes minorisées qui étaient aussi numériquement minoritaires dans certains quartiers. Nous avons notamment pu observer l'exclusion du critère du prix en tant que critère prioritaire, pourtant défendu par certain·es participant·es concerné·es. Ces tensions mettent en évidence l'importance du cadre méthodologique et des modes de décision collective.

3. Choisir : la reproduction des violences systémiques



Nous avons aussi pu porter un regard sur les espaces de démocratie alimentaire et leur gouvernance.

> Rapports de pouvoir dans la prise de parole

Nous avons été surpris·es de constater que plus des deux tiers des participant·es étaient des femmes. Cela s'explique probablement par le fait que les femmes sont souvent plus précaires et plus concernées par les questions liées à l'alimentation. Pour autant, **cette majorité apparente de femmes n'a pas garanti l'égalité de prise de parole.**

Dans les petits groupes ou lors de discussions plus théoriques, les hommes reprenaient souvent la main - et leurs interventions prenaient le dessus sur les synthèses.

Nous avons pu observer un autre critère de déséquilibre dans les échanges : **la parole circulait plus aisément du côté des personnes blanches** (qui étaient également plus nombreuses), alors que les personnes racisées intervenaient avec plus de retenue.

Ces observations rappellent que la prise de parole dans ce type d'espaces est façonnée par des structures sociales intégrées, qui continuent de structurer la légitimité et les interactions, même dans des dispositifs se voulant horizontaux.

> Habitus militant et impact sur le dispositif

Nous avons observé que **les personnes familières des codes propres aux milieux militants**, et plus particulièrement à l'autogestion - du langage, des outils de décision ou des postures dans les discussions - **disposaient d'une certaine influence dans les échanges**. Malgré la volonté affichée d'horizontalité, la maîtrise de ces codes semble accorder davantage de poids dans les processus de décision.

Il y a donc eu une différence notable entre les moments encadrés par des facilitateur·trices (ateliers 4 et 5) et ceux en autogestion (ateliers 6 à 8 et l'Assemblée). Les premiers ont parfois suscité de la frustration en raison d'un cadre perçu comme trop strict, tandis que les seconds ont laissé davantage de place aux prises de parole et aux dynamiques de pouvoir.

> Choix collectifs et violences de classe

Le projet se structurant autour de la consommation, il est essentiel de s'intéresser particulièrement aux violences relatives à la précarité. Nous avons donc organisé un atelier spécifique sur le sujet animé par la FdSS et Forum. Ce moment de partage et d'apprentissage a permis d'alerter les personnes qui ne sont pas touchées par cette violence de se familiariser avec les enjeux des personnes qui les vivent. Sans avoir d'éléments pour quantifier l'impact de cet atelier, nous pensons qu'il a peut-être influencé une dynamique qui s'est retrouvée dans de nombreux groupes : **si un commerce est nécessaire pour un membre, il est ajouté au réseau**. Quitte à interpréter de manière assez laxiste les critères de la grille.



Paradoxalement, l'accès à des produits de qualité et la découverte des commerces "durables" a été assez violent pour certain·es. Pour une partie des personnes précarisées, fréquenter des commerces bio, locaux ou spécialisés représente une découverte complète, et la réalisation que le simple fait de pouvoir choisir parmi des produits de meilleure qualité constitue déjà un privilège. Une réaction spontanée relevée lors d'un atelier illustre ce constat :

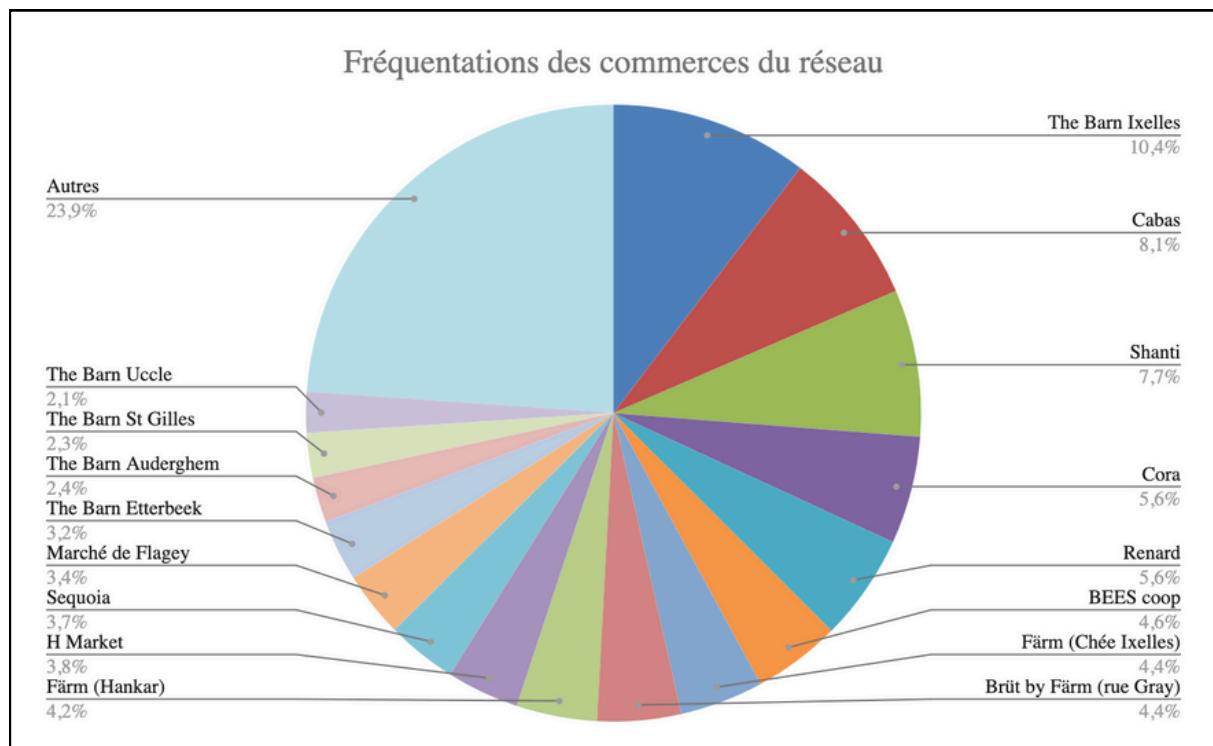
« Je n'ai jamais eu l'habitude d'aller dans un supermarché bio. Quand j'y suis allé·e, je me suis dit : 'purée, ils ont du pouvoir'. Le pouvoir de choisir leur alimentation. Nous, les personnes précaires, dans les supermarchés avec des produits de basse qualité, on n'a pas ce pouvoir. »

Nous attirons l'attention sur le fait que, lorsqu'un projet est délimité dans le temps, cela suggère que ces mêmes personnes vont devoir revenir à leurs pratiques antérieures tout en étant conscientes de la violence qu'elles subissent.

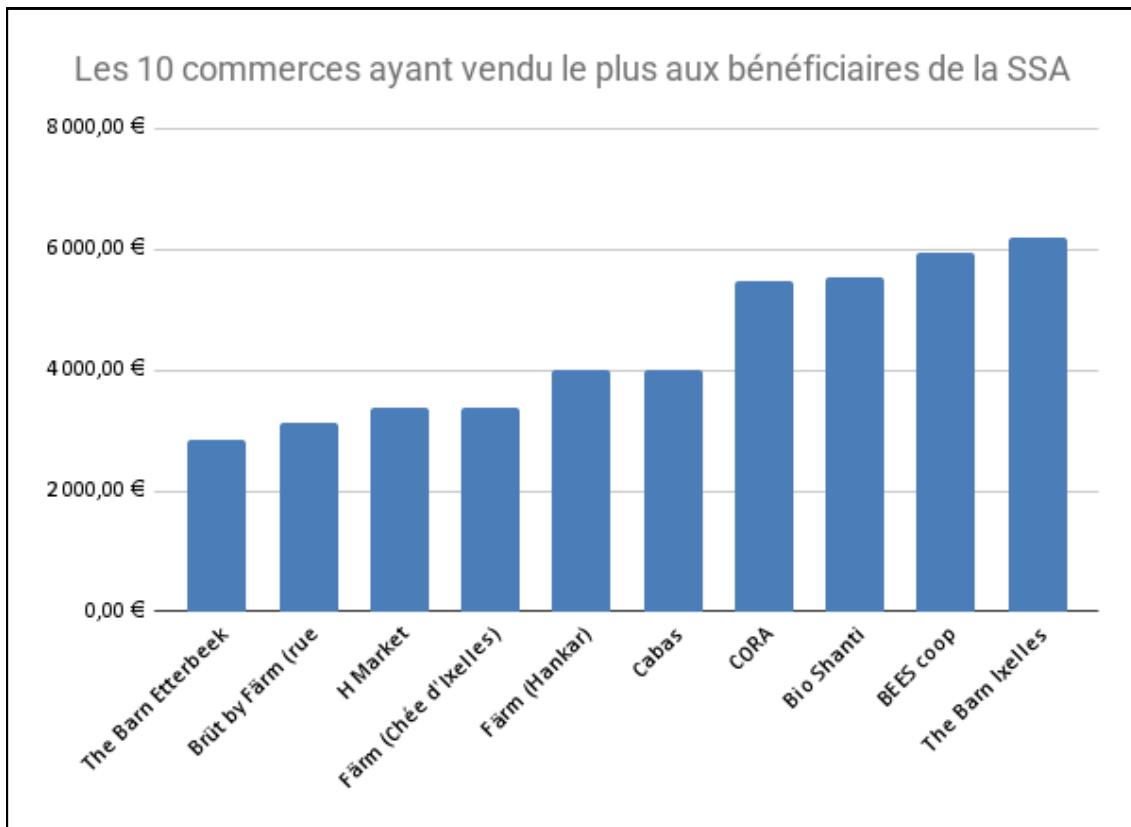
4. Un réseau étendu mais une consommation concentrée



Grâce à l'application Cyclo, nous avons les chiffres de la fréquentation des magasins du réseau (une fréquentation = un ticket). Nous remarquons que 16 commerces concentrent plus de 75% des fréquentations. Tous sont des commerces de type "one-stop-shop" à l'exception d'une boulangerie (Renard).



Si l'on regarde les montants totaux dépensés, la majorité des dépenses a été faite dans seulement 10 commerces (62%). Parmi ces commerces, l'ensemble sont des one-stop-shops, quatre magasins appartiennent au réseau initial (The Barn Ixelles, The Barn Etterbeek, Cabas et BEES coop) et deux sont supermarchés “classiques” (Cora et HMarket).



Concernant les deux supermarchés classiques, ils ont été ajoutés dans le quartier Erasme, quartier isolé où se trouve le campus universitaire de l'ULB dédié à la santé. Il s'agit du quartier où l'offre alimentaire est la plus restreinte, et qui concentre les étudiant·es les plus précaires (moyenne de privations cumulées) - devant souvent composer avec des horaires décalés (stages en journée et job le soir) et disposant ainsi de moins de temps.

Lors du conventionnement, le groupe Erasme avait défini un critère pour exclure les grandes chaînes de son réseau de commerces : les entreprises qui possédaient plus de dix enseignes en Belgique étaient exclues. Ce critère n'a pas permis d'exclure Cora (six enseignes) ni H Market (deux enseignes).

Les dépenses faites dans ces supermarchés sont 72% faites par les membres du quartier mais 28% émanent de dix participant·es d'autres quartiers. Sans pouvoir réellement interpréter ni extrapoler ces chiffres, nous remarquons que ces personnes sont très précarisées : 7 sur les 10 subissent “ ≥ 4 privations cumulées” (sur 6).

5. Politiser les vécus et faire ensemble : l'importance de l'éducation permanente

Le projet de SSA Étudiante n'a pas permis de s'affranchir des rapports de classe préexistants. Il a cependant **favorisé des échanges et des partages entre des personnes aux parcours très différents**. La démarche d'éducation permanente et la diversité des outils — travail en petits groupes, partages de vécus, arpentes, podcasts, etc. — ont facilité la création de liens entre les participant·es.



Ces aspects ressortent d'ailleurs dans l'évaluation du projet : les participant·es mentionnent les rencontres et les apprentissages comme des moments marquants.

Lors des ateliers, nous avons constaté la présence d'un discours fortement individualisant, particulièrement autour des questions écologiques. Ce discours, largement intérieurisé par tous·tes, tend à responsabiliser les individus plutôt qu'à interroger les structures sociales et économiques. Ces observations soulignent **l'importance d'une démarche d'éducation permanente**, qui permet de créer des espaces où les participant·es peuvent prendre conscience de ces logiques, les discuter collectivement et éviter de les reproduire. L'objectif étant d'intégrer l'activité de conventionnement dans une réflexion plus large sur la transformation du système alimentaire.

Cette démarche a permis de créer des dynamiques participatives. Chacun·e peut alors apporter sa pierre à l'édifice. **Des constructions collectives peuvent émerger**. Les grilles d'évaluation produites en sont un exemple concret. Une fois construites, elles ont peu évolué. Le réseau de commerces partenaires s'est progressivement étoffé, sans grands bouleversements. Ces espaces itératifs ont donc joué un rôle important dans la phase de co-construction, même si, avec le recul, leur fréquence ou leur nombre n'étaient peut-être pas indispensables une fois les bases posées.



Nos apprentissages

1. Sur la coordination d'un projet de SSA

Nous avons réuni ici quelques conseils, qui découlent de notre expérience particulière mais pourront peut-être servir aux personnes qui voudraient construire un projet de caisse alimentaire dans le futur.

Notre premier point d'attention concerne la charge de travail de coordination et d'animation d'un tel projet. Nous conseillons vraiment d'être réaliste avec ses capacités lors de la phase de construction - cela peut paraître basique mais nous savons que l'enthousiasme pour la SSA peut pousser à construire un projet très ambitieux.

Ensuite, nous voulons souligner l'importance d'être accompagné·es par des acteurs relais qui travaillent avec le public à qui s'adresse le projet et sont beaucoup plus connectés à ses besoins.

Un enjeu est aussi de garder les pieds dans les réflexions politiques et militantes sur la Sécurité Sociale de l'Alimentation, en parallèle à la coordination du projet.



Car ces caisses et projets de SSA amènent avant tout à continuer à se questionner sur les impacts de la proposition de SSA - ainsi que sur ses limites. Il nous semble finalement particulièrement important d'être au clair avec ces limites, ainsi que sur celles de son propre projet. La SSA ne doit pas devenir un dogme : continuons à la questionner, soyons honnêtes avec ce qui ne fonctionne pas, soyons prêt·es à faire marche arrière si nécessaire et à débattre des moyens les plus pertinents pour lutter contre la précarité alimentaire et paysanne.

2. La SSA pour changer les systèmes alimentaires ?



Avant de construire ce projet, nous pensions tenir avec la SSA un levier structurel clé, pouvant lutter significativement contre la précarité alimentaire et soutenir massivement l'émergence de filières de production agroécologiques et locales, tout en redonnant du pouvoir aux citoyen·nes au sein des systèmes alimentaires.

Aujourd'hui, après deux ans et demi à travailler sur le sujet, nous ne sommes si plus convaincu·es qu'une SSA à grande échelle, telle qu'elle est pensée actuellement, puisse répondre de façon pertinente à ces enjeux.

Nous restons convaincu·es de la pertinence et de l'importance de développer des caisses alimentaires locales, dans leur potentiel à rassembler les citoyen·nes autour des questions alimentaires et à politiser ces questions, à collectiviser et flécher de l'argent et soutenir des projets alimentaire locaux, et favoriser la participation citoyenne et la création de collectifs.

Cependant, même si nous aurions aimé arriver à une autre conclusion, nous pensons que vouloir développer une SSA au niveau national comprend des risques majeurs et qu'il est important que les acteurs qui travaillent sur la SSA conscientisent ces risques et en prennent la mesure.

> Le risque de récupération par l'agro-industrie

Les filières agroécologiques n'ont aujourd'hui pas la capacité de fournir une offre nécessaire si la SSA se généralisait au niveau national. Même si l'on pense son implantation de façon progressive, des investissements importants sont nécessaires pour permettre aux filières de transformer leurs méthodes de production (prenons l'agriculture : achat de matériel, gestion des dettes, modification des filières de vente, etc.). Aider à l'investissement est d'autant plus important que les filières agroécologiques sont aujourd'hui minoritaires et structurellement défavorisées (PAC inégale, système alimentaire dominé par quelques acteurs agro-industriels, etc.). La question de dégager des budgets pour les investissements est aujourd'hui peu présente dans les réflexions et modélisations économiques de la SSA.



Dès lors, sans capacité d'investissement sous la forme de subventions, le conventionnement sera en partie tributaire de l'existant, largement dominé par les structures capitalistes contre lesquelles nous luttons.

On peut tout à fait imaginer que les acteurs ayant une capacité d'investissement conséquente, friands de ces nouvelles parts de marché, développent de nouvelles offres pour entrer dans les critères de conventionnement de la SSA.

Ces acteurs, ce sont les mêmes qui aujourd'hui, de par leur position dominante, capturent la valeur de multiple manières : en faisant pression sur le prix d'achat aux producteur·trices, en organisant des pénuries voir même en profitant d'une occasion pour augmenter les prix arbitrairement.

On sait que cette pression par les acteurs de l'agro-industrie pour tirer les prix agricoles vers le bas et capturer la valeur représente un des blocages principaux au revenu agricole, avec la concurrence internationale, la Politique Agricole Commune inégale, l'endettement et la difficulté d'accès à la terre agricole. Ces acteurs, s'ils rentrent dans le réseau, n'auront aucun intérêt à faire bénéficier d'une augmentation de ses recettes à ses fournisseur·ses, ni à ses travailleur·euses.

Pour répondre à cet impératif de revenu juste, il semble essentiel de travailler en dehors des structures capitalistes qui sont intrinsèquement prédatrices de valeur. Mais peut-on vraiment faire sans ? Aujourd’hui, la grande majorité des filières est liée à ce type d’entreprises, c’est la raison même qui nous pousse à considérer le système alimentaire capitaliste comme hégémonique.

La SSA ne semble ni en capacité de dégager des investissements pour permettre le développement de filières agroécologiques, ni en capacité d’assurer un revenu juste pour les agriculteurs et agricultrices. On pourrait d’ailleurs se demander si cela est vraiment de son ressort - réformer la Politique Agricole Commune semblerait par exemple un levier plus pertinent. Le problème est que d’un côté, la SSA est vendue comme ayant ces capacités, et de deux, si nous assumons qu’il n’en est pas de son ressort, nous assumons aussi prendre le risque de renforcer une nouvelle forme de capitalisme vert.

> Le risque de renforcer les violences de classes et le paternalisme bourgeois

Si l’ambition de démocratiser les décisions est essentielle, les différentes expériences de dispositifs de démocratie participative soulèvent des inquiétudes quant à leur capacité réelle à prendre en compte les besoins des publics les plus précarisés.

La possibilité même de participer à ces dispositifs est inégale. Les personnes disposant de revenus stables, de temps libre ou d’un certain capital culturel peuvent s’y investir plus facilement, tandis que celles qui cumulent emplois précaires, responsabilités familiales ou difficultés économiques en sont souvent exclues de fait. Cette inégalité de participation fausse la représentativité des instances et tend à reconduire les rapports de domination existants.

Les modalités de débat s’inscrivent fréquemment dans des cadres issus du monde universitaire ou institutionnel. Cette configuration confère un avantage à celles et ceux qui maîtrisent déjà ces référentiels, ce qui résulte dans l’instauration de hiérarchies implicites – par exemple liées à la manière de s’exprimer, à l’aisance à prendre la parole en public, au niveau d’études, au statut professionnel, mais aussi à l’âge, au genre, etc.



Ces prises de pouvoir symboliques risquent d’influencer directement les décisions qui sont prises. **Les personnes qui maîtrisent les codes du débat public parviennent plus facilement à faire entendre leurs idées. Ce ne sont pas seulement certaines voix qui dominent la discussion, mais aussi certaines visions du monde - envisagées depuis une perspective de classe privilégiée - qui orientent les choix collectifs.**

Cette approche soulève donc des questions sur la prise en charge des besoins directs des personnes précarisées et sur le caractère potentiellement paternaliste des mesures, normées selon les valeurs de consommation d'une minorité privilégiée : mise en avant de produits de meilleure qualité, du "bien manger", du bio, local et de saison - au détriment des critères de prix, quantité ou diversité de l'offre.

Or, dans un contexte de précarisation croissante (recul des services publics, inflation, pression sur le chômage, hausse des loyers), le budget alimentaire est une variable d'ajustement pour les ménages. Il s'agit d'un des rares postes de dépense qui peut être réduit en achetant des produits moins chers.



Même si tout le monde aurait intérêt à consommer des produits de meilleure qualité, pour une partie des publics précarisés, la priorité peut être, non pas d'acheter de meilleurs produits, mais simplement de pouvoir manger à sa faim.

Les limites de la forme de démocratie alimentaire proposée par le projet de SSA semblent dessiner un système qui s'appuierait sur des espaces de conventionnement dictant ce qu'il serait « mieux » de consommer, tout en laissant inchangés les facteurs sociaux et économiques qui fragilisent réellement les vies.

Des alternatives plus directes à différents niveaux de pouvoir pourraient viser les causes concrètes de la précarité alimentaire, par exemple : geler les loyers, investir dans les services publics, développer des cantines gratuites.

> Le risque du financement dans un contexte néolibéral

La Sécurité Sociale en Belgique est une longue histoire de lutte et de détricotage depuis le tournant néolibéral des années 80 qui, sous couvert de politiques d'austérité, conduit à une marchandisation croissante de la protection sociale. Or, pour être financée, la SSA nécessiterait un budget conséquent.

En plus d'une sécurité sociale en recul, le contexte est à une précarisation croissante et à une forte pression fiscale sur le travail. Pour garantir un équilibre budgétaire dans la caisse de SSA, il serait sans doute nécessaire de soumettre les hauts revenus à des taux de cotisation particulièrement élevés. Une autre piste consisterait à prélever une partie des contributions sur le capital plutôt que sur le travail. Cette solution permettrait de mobiliser des ressources beaucoup plus importantes, tout en réduisant la pression sur les revenus des travailleur·ses. Cependant, en transférant une part du financement vers le capital, on transforme en partie la nature même de la sécurité sociale : au lieu de rester un système basé sur la cotisation des travailleur·euses pour la protection collective, elle devient partiellement dépendante de la rente du capital, modifiant ainsi son essence et sa logique de solidarité.

Si nous sommes convaincu·es qu'il est stratégique d'être dans une posture offensive - réclamer de nouveaux droits, et ne pas juste se battre pour arrêter d'en perdre - , nous sommes aussi conscient·es que le contexte politique est loin d'être en notre faveur.

Le risque de négocier une SSA au niveau national pourrait être la tentative de l'État de définancer d'autres secteurs - en supposant par exemple que l'aide alimentaire n'aura plus besoin d'autant de budget. Or, nous l'avons vu, les impacts de la SSA dans la lutte effective contre la précarité alimentaire restent incertains. Certaines modélisations économiques proposent un financement de la SSA via des économies dans le secteur de la santé publique - avec l'affirmation qu'une alimentation de meilleure qualité réduira les dépenses dans ce secteur. Nous pensons que ces propositions sont dangereuses, le secteur de la santé étant déjà sous-financé. La SSA ne doit pas se faire sur le dos d'autres acquis sociaux.

Il y a encore beaucoup d'incertitudes quant aux impacts réels que la SSA peut avoir dans le renforcement de l'accès à une alimentation de qualité et choisie pour tous·tes, la lutte contre la précarité alimentaire, le soutien au revenu agricole et le développement des filières agroécologiques et locales. Est-ce vraiment sur ce cheval-là qu'il faut miser ? Quitte à négocier de tels budgets, n'y a-t-il pas des mesures plus pertinentes pour atteindre les effets visés par la SSA ? Quitte à adresser la question de la taxation du capital et de la redistribution des richesses, est-ce que nous n'avons pas intérêt à aller plus loin ? Adresser, par exemple, la question de la concentration de la propriété des terres agricoles ou du gel des loyers ?

> Le risque des institutions étatiques : entre fascisation et technocratie ?

Les enjeux de financement d'une SSA nationale, que ce soit via des cotisations élevées sur le travail ou pour des prélèvements sur le capital, rendent indispensable l'intégration active de l'État dans le dispositif de SSA. Dès lors, il est nécessaire de prendre en compte le contexte politique actuel et les transformations profondes de l'État contemporain.

Depuis plusieurs années, l'Europe connaît une tendance inquiétante à la fascisation, entendue non pas comme un retour brutal au fascisme historique, mais comme une dynamique diffuse de centralisation du pouvoir, de restriction des libertés démocratiques et de soumission des institutions publiques aux intérêts économiques dominants.



Cette fascisation néolibérale se traduit par la multiplication des dispositifs de contrôle social, l'austérité imposée aux services publics, la dépolitisation du travail par la flexibilisation, et la moralisation des politiques sociales – où la pauvreté devient un défaut de comportement à corriger plutôt qu'un rapport structurel à combattre.

Dans ce contexte, le risque est grand de voir la Sécurité sociale de l'alimentation absorbée par la logique technocratique et néolibérale. Sous couvert de rationalité écologique et de santé publique, la SSA pourrait être instrumentalisée pour réguler les comportements individuels plutôt que pour redistribuer le pouvoir économique.

Ce processus pourrait s'accompagner d'un phénomène de captation capitaliste du dispositif par les grandes entreprises agroalimentaires, se positionant comme fournisseurs de « produits durables » et « solutions responsables » — tout en continuant à exploiter les travailleur·euses et les ressources naturelles.

On assisterait alors à une écologie administrée et privatisée, où l'État et le capital s'allient pour orienter les comportements alimentaires des citoyen·nes au nom du bien commun, tout en préservant les structures de pouvoir qui génèrent la crise écologique et sociale.



Cette dérive illustre une contradiction fondamentale : vouloir s'appuyer sur des institutions façonnées par des logiques néolibérales et capitalistes pour construire un système réellement émancipateur et démocratique.

La question est moins de savoir si l'État peut être un partenaire, que de reconnaître la nature de l'État actuel : un État managérial, néolibéral, en voie de fascisation, travaillant souvent avec le capital plutôt que contre lui. Dans ce contexte, peut-on raisonnablement croire que les politiques au pouvoir adhèrent à un projet qui vise à contraindre les grandes firmes à lâcher leurs profits, à mieux rémunérer le travail et à garantir un accès universel aux besoins fondamentaux ? Rien n'est moins sûr.

POUR LIRE L'ANALYSE COMPLÈTE, C'EST ICI

> Que faire ?



asbean.be/ssa-étudiante

L'intérêt des caisses locales alimentaires



Si nous avons des inquiétudes et des réserves quant au projet d'instauration d'une SSA nationale ou à grande échelle dans le climat actuel, pour toutes les raisons citées plus haut, nous restons convaincu·es de l'intérêt des caisses locales alimentaires.

Une caisse alimentaire locale peut selon nous avoir toute sa pertinence dans le sens où elle ne se confronte pas aux mêmes blocages qu'une SSA à grande échelle : la capacité à soutenir les filières agroécologiques peut se faire à une échelle très locale en travaillant avec les projets agroécologiques existants ou en créant de nouvelles initiatives, par exemple.

Des mesures peuvent aussi être mises en place pour limiter la mise à l'écart des personnes précaires (rémunération pour la participation aux espaces de démocratie délibérative, crèche, animateur·rices formé·es à la modération et aux rapports de pouvoir pour faciliter les prises de paroles, etc). Ces mesures nécessitent d'y prévoir du budget - à anticiper lors de la construction du projet.

L'intérêt grandissant du grand public et des acteurs travaillant sur la thématique alimentaire pour la SSA semble offrir un créneau intéressant au réseau associatif dans l'obtention de financements et de visibilité sur les enjeux de précarité alimentaire et paysanne. **Saisissons-nous de ce momentum pour adresser ces enjeux et les transformations profondes nécessaires, pour offrir des espaces de politisation du sujet alimentaire, soutenir des projets agricoles locaux, des commerces de proximité dans les quartiers populaires, créer de la solidarité, expérimenter la démocratie participative, soutenir des dynamiques collectives, renforcer un mouvement social.**

Dans le climat actuel, il est urgent d'envisager une construction autonome de la SSA, reposant sur la solidarité interprofessionnelle, la mutualisation des ressources locales et la démocratie directe. Une stratégie d'émancipation ne peut se contenter d'aménager les institutions existantes : elle doit inventer des contre-institutions populaires capables de redistribuer réellement le pouvoir économique et politique - la SSA doit rester un outil de lutte.

La lutte continue

Une Sécurité sociale de l'alimentation à grande échelle sera toujours limitée dans sa capacité transformatrice si le climat reste à la précarisation grandissante, au renforcement des entreprises agro-industrielles capitalistes et à la fascisation de nos États. Ce que tout cela met finalement en lumière, c'est l'importance de renforcer les

luttes pour nos acquis sociaux et nos droits, les luttes agricoles pour un revenu digne ou les luttes antifascistes.

À notre échelle, c'est ce que nous continuerons à soutenir au sein de notre association.

Les enjeux sont globaux et la lutte continue dans les champs, dans nos quartiers, dans nos unifs, dans nos cantines, dans la rue !



**@AS_BEAN
ASBEAN.BE**

MERCI



Merci à Bruxelles Environnement - GoodFood, la Commission communautaire française et la fondation 4Wings pour le financement de l'expérience.



Merci à Quinoa, la Fédération des Services Sociaux, le Forum Bruxelles contre les inégalités, Rencontres des Continents, la BEES coop, la FUGEA, la ferme du Grand Feu, le Début des Haricots, Oxfam, Terre-en-vue, le CNCD-11.11.11, ECVC, SAW-B, et Financité pour leurs interventions au sein du cycle d'ateliers.

Merci à nos collègues d'As Bean pour leur soutien tout au long du projet.
Tout cela aurait beaucoup moins de sens sans vous. <3

Et enfin merci à tous·tes les participant·es pour leur enthousiasme, leur énergie et leurs réflexions qui nous ont apporté beaucoup et nous inspirent pour la suite !



Romane Thieffry et Antoine Paucar,
pour l'ASBL As Bean.

